



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de  
l'Environnement, de l'Aménagement et  
du Logement Grand Est**

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne**

Chaumont, le 29 mars 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24 février 2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **FONDERIES DE SAINT DIZIER**

38 rue Waldeck Rousseau

52100 ST DIZIER

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 février 2022 dans l'établissement FONDERIES DE SAINT DIZIER implanté 38 rue Waldeck Rousseau 52100 ST DIZIER. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FONDERIES DE SAINT DIZIER
- 38 rue Waldeck Rousseau 52100 ST DIZIER
- Code AIOT dans GUN : 0005701281
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société des FONDERIES DE SAINT-DIZIER est spécialisée dans la production de grilles de caniveaux en fonte ductile (FGS) et en fonte à graphite lamellaire (FGL) pour le secteur de la voirie.

Le site de la société se situe au Nord-est et à proximité du centre-ville de la commune de Saint-Dizier, dans une ancienne zone industrielle. Suite à l'expansion de la ville, la fonderie se trouve aujourd'hui entourée d'habitations, de ses anciens logements d'ouvriers et des ateliers municipaux. La société est propriétaire du terrain et des bâtiments qu'elle occupe, qui couvrent une superficie d'environ 16 000 m².

Pour sa production, l'établissement est équipé de deux fours électriques à induction de 5 tonnes permettant la fusion à 1 500°C du métal et d'un four de maintien. Le process de fabrication des pièces en fonte est classique dans le monde de la fonderie : 2 fours de fusion, 1 four de maintien, 1 ligne de moulage automatique (DISA), de décochage, de grenailage, de parachèvement et de peinture. La société est également dotée d'une unité de recyclage des sables usagés.

Depuis quelques années, l'établissement fait l'objet de plaintes de riverains, concernant essentiellement des retombées de poussières. A l'issue de la précédente visite d'inspection le 29

septembre 2021, l'exploitant a été mis en demeure de respecter les valeurs limites de rejet dans l'atmosphère pour ses rejets, et d'assurer la surveillance des émissions ainsi que la calibration de ses sondes de mesures conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 3 avril 2018 qui encadre les conditions de fonctionnement du site.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- respect de l'arrêté de mise en demeure du 29 novembre 2021
- surveillance environnementale autour de l'établissement

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Limitation des émissions diffuses	Arrêté Préfectoral du 03/04/2018, article 3.1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Surveillance des émissions et de leurs effets	Arrêté Préfectoral du 03/04/2018, article 10.1.2	/	Sans objet
Surveillance des émissions et de leurs effets	Arrêté Préfectoral du 03/04/2018, article 10.2.1	/	Sans objet
Surveillance des émissions et de leurs effets	AP de Mise en Demeure du 29/11/2021, article 2	/	Sans objet
Surveillance des émissions et de leurs effets	Arrêté Préfectoral du 03/04/2018, article 10.2.1	/	Sans objet
Surveillance des émissions et de leurs effets	AP de Mise en Demeure du 29/11/2021, article 3	/	Sans objet
Gestion del'établissement	Arrêté Préfectoral du 03/04/2018, article 2.1.1	/	Sans objet
Gestion del'établissement	Arrêté Préfectoral du 03/04/2018, article 2.3.1	/	Sans objet
Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 03/04/2018, article 3.1.4	/	Sans objet
Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 03/04/2018, article 3.1.5	/	Sans objet
Gestion de l'établissement + prévention de la pollution atmosphérique	AP de Mise en Demeure du 29/11/2021, article 5	/	Sans objet
Surveillance environnementale	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 63	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La visite d'inspection a été l'occasion de constater un retour à la conformité des rejets dans l'atmosphère, et le travail de l'exploitant pour étalonner les sondes de mesure des émissions dans l'atmosphère. La reprise de la surveillance des rejets et l'enregistrement des données ont également été constatés.

Néanmoins, des écarts importants subsistent entre les mesures officielles effectuées par l'organisme extérieur de contrôle et les mesures d'autosurveillance effectuées en interne par l'exploitant. Ces éléments conduisent à considérer que les expressions des mesures transmises par l'exploitant pourraient être entachées d'inexactitudes dues à des dérives de l'étalonnage des mesures. En l'absence de disposition réglementaire sur ces aspects, il apparaît pertinent de renforcer les prescriptions relatives au suivi des appareils de mesure en continu, en fixant un cahier des charges et un référentiel normatif plus précis.

Un projet d'arrêté complémentaire est ainsi envisagé, il fera l'objet d'un rapport distinct.

De plus, la visite de l'atelier de production a été l'occasion de constater d'importants dégagements de fumées à l'intérieur des ateliers. Ces émissions diffuses trouvent leur origine dans plusieurs sources : une qualité des aciers moins bonne, des conditions d'exploitation perfectibles (formation du personnel assurant la coulée), mais aussi dans une captation des émissions qui semble nettement perfectible dans les ateliers. Ces constats conduisent l'inspection des installations classées à proposer un arrêté de mise en demeure demandant à l'exploitant d'oeuvrer rapidement (sous 2 mois) pour la limitation des émissions diffuses, en se concentrant d'abord sur les aspects organisationnels pouvant être gérés dans des délais courts.

En parallèle, il est proposé de demander à l'exploitant, par voie d'arrêté complémentaire, d'engager les études nécessaires pour aller plus loin dans cette limitation des émissions diffuses, à savoir capter les émissions diffuses à l'intérieur de son atelier, en séparant si besoin la captation de certains types d'effluents gazeux. Cette proposition, pour laquelle un délai de 6 mois est envisagé, fera l'objet d'un rapport spécifique de l'inspection.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Surveillance des émissions et de leurs effets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/04/2018, article 10.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures Comparatives
<b>Prescription contrôlée :</b> Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.  Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait procéder à un nouveau contrôle de ses rejets le 20 octobre 2021 par l'organisme DEKRA, accrédité pour ces mesures.  La comparaison des résultats entre ceux de l'organisme de contrôle et ceux issus des mesures en continu de l'exploitant témoignent d'un écart entre les valeurs mesurées, les concentrations mesurées par l'exploitant étant parfois supérieures à celles mesurées par DEKRA.  Suite à une calibration des sondes en décembre 2021, de nouvelles analyses ont été effectuées le 22 janvier 2022 ; les résultats sont en attente.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Nom du point de contrôle : Surveillance des émissions et de leurs effets

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/04/2018, article 10.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Auto surveillance des émissions atmosphériques canalisées ou diffuses

**Prescription contrôlée :**

N° du conduit	Installations raccordées	Fréquence Poussières	Fréquence dioxines	Fréquence Métaux*	Fréquence COV NM**	Fréquence COV - spéciation	Fréquence NOx	Fréquence SO2	Fréquence CO
1	Fusion – Moulage - Sablerie	En permanence par sonde et tous les ans par méthode normalisée	Tous les 5 ans	Tous les 5 ans	Tous les ans	Tous les 5 ans	Tous les 5 ans	Tous les 5 ans	Tous les 5 ans
2	Grenaillage	En permanence par sonde et tous les ans par méthode normalisée	/	/	/	/	/	/	/
3	Four de maintien et station de traitement de la fonte	En permanence par sonde et tous les ans par méthode normalisée	Tous les 5 ans	Tous les 5 ans	Tous les ans	Tous les 5 ans	Tous les 5 ans	Tous les 5 ans	Tous les 5 ans

\* La liste des métaux à analyser est la suivante :

- Cd + Hg + Ti (par métal + somme),
- As + Se + Te (somme),
- Pb,
- Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn (somme).

\*\* COV non méthaniques

Les appareils de mesure en permanence des émissions de poussières sont étalonnés lors des analyses par une méthode normalisée. Les données transmises par les appareils de mesure en permanence des émissions de poussières sont enregistrées en continu. Les résultats des mesures journalières sont consignés dans un registre (qui pourra être sous format informatique). Ces résultats de mesures sont conservés par l'exploitant pendant une durée minimale de 10 ans et sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :** Suite à la réception des résultats des mesures du 20 octobre 2021, l'exploitant déclare avoir fait procéder, le 26/11/2021, à une calibration des valeurs de l'enregistreur par rapport aux valeurs relevées par l'organisme de contrôle DEKRA. En cela, la prescription est respectée.

De plus, les résultats des mesures journalières sont consignés dans un registre informatisé transmis mensuellement par l'exploitant depuis la notification de l'arrêté de mise en demeure. L'inspection a échangé avec l'exploitant pour améliorer le formalisme attendu de ces transmissions (meilleure identification des dépassements éventuels, indication du nombre de dépassements instantanés, etc.)

Malgré ces constats de conformité, il convient de noter que la calibration a toutefois été effectuée par l'exploitant lui-même, avec l'appui du fournisseur de matériel DELTA NEU ; cette intervention n'a pas fait l'objet d'un rapport d'intervention en tant que tel.

Une nouvelle calibration de la sensibilité des capteurs a été effectuée les 6 et 14 décembre 2021. Un mois plus tard, le 21 janvier 2022, un nouveau contrôle des rejets a été effectué par l'organisme DEKRA.

Après comparaison des données du rapport de contrôle transmis le 7 mars 2022 avec les mesures continues étalonnées par l'exploitant, il est apparu des dérives substantielles, variant de 20% à 70%.

Ces éléments conduisent à considérer que les expressions des mesures transmises par l'exploitant pourraient être entachées d'inexactitudes dues à des dérives de l'étalonnage des mesures. En l'absence de disposition réglementaire sur ces aspects, il apparaît pertinent de renforcer les prescriptions relatives au suivi des appareils de mesure en continu, en fixant un cahier des charges et un référentiel normatif plus précis.

A cet effet, un rapport spécifique présentant un projet d'arrêté complémentaire sera transmis au préfet ultérieurement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Surveillance des émissions et de leurs effets

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 29/11/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des émissions et de leurs effets
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit satisfaire, sous un délai de 2 mois, aux dispositions des articles 10.1.2 et 10.2.1 de l'arrêté préfectoral du 3 avril 2018 susvisé
<b>Constats :</b> Les dispositions des articles 10.1.2 et 10.2.1 de l'arrêté de mise en demeure sont respectés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Surveillance des émissions et de leurs effets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/04/2018, article 10.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Auto surveillance des émissions atmosphériques canalisées ou diffuses
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées par voie informatique chaque mois les résultats des mesures qu'il réalise ainsi qu'une estimation des flux horaires et annuels des polluants mesurés (format du fichier de type Excel).
<b>Constats :</b> Les résultats des mesures journalières sont consignées dans un registre informatisé transmis mensuellement par l'exploitant depuis la notification de l'arrêté de mise en demeure. L'inspection a échangé avec l'exploitant pour améliorer le formalisme attendu de ces transmissions (meilleure identification des dépassements éventuels, indication du nombre de dépassements instantanés, etc.)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Surveillance des émissions et de leurs effets

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 29/11/2021, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Auto surveillance des émissions atmosphériques canalisées ou diffuses
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit satisfaire, sous un délai de 1 mois, aux dispositions de l'article 10.2.1 de l'arrêté préfectoral du 3 avril 2018 susvisé
<b>Constats :</b> Il a été satisfait aux dispositions de l'article 10.2.1 de l'arrêté préfectoral, s'agissant de la transmission des résultats des mesures en continu.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Gestion de l'établissement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/04/2018, article 2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : (...) <ul style="list-style-type: none"><li>• respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après (...)</li><li>• prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique (...).</li></ul>
<b>Constats :</b> Les concentrations en polluants issus des émissions canalisées sont à nouveau conformes. Cela est confirmé par les deux derniers rapports de contrôle de l'organisme DEKRA (contrôles du 20 octobre 2021 et du 21 janvier 2022).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Gestion de l'établissement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/04/2018, article 2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Intégration dans le paysage
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.  L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, ... sont mis en place en tant que de besoin.
<b>Constats :</b> L'état de la cour des expéditions est apparu relativement propre. L'exploitant a confirmé la pratique de nettoyage mensuel de cette cour par une société extérieure qui intervient avec une auto-laveuse.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : Prévention de la pollution atmosphérique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/04/2018, article 3.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Voies de circulation
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses : <ul style="list-style-type: none"><li>- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,</li><li>- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,</li><li>- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,</li><li>- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.</li></ul> Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.
<b>Constats :</b> L'état de la cour des expéditions est apparu relativement propre. L'exploitant a confirmé la pratique de nettoyage mensuel de cette cour par une société extérieure qui intervient avec une auto-laveuse.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Prévention de la pollution atmosphérique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/04/2018, article 3.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions diffuses et envols de poussières
<b>Prescription contrôlée :</b> Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).
Les installations de décochage, de recyclage et de transport des sables usés ainsi que les installations de stockage de sable neuf sont conçues et exploitées de manière à éviter la dispersion des poussières tant dans l'atelier que dans l'environnement. Au besoin, l'exploitant met en place des capotages ou des aspirations aux points les plus sensibles ; les gaz aspirés sont traités et leur teneur en poussières ne devra pas dépasser la valeur fixée pour le rejet n°2 défini à l'article 3.2.3 du présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant a amélioré de manière significative la gestion de ses sables usagés, en les disposant dans des petites bennes d'1 m <sup>3</sup> avant de les transvaser, par bascule de la benne, dans un camion stationné dans la cour des expéditions.
Ce mode de fonctionnement génère moins d'émissions que la gestion des sables à même le sol, transvasés par godets.
Des améliorations sont encore possibles, et en réflexion par l'exploitant : en particulier, des travaux sur la toiture face à l'aire des expéditions permettraient de faire stationner le camionner encore plus à l'intérieur de la zone des sables usagés et limiter davantage les émissions lors du chargement de ces sables.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Gestion de l'établissement + prévention de la pollution atmosphérique

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 29/11/2021, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions diffuses et envols de poussières
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit satisfaire, sous un délai de 1 mois, aux dispositions des articles 2.1.1, 2.3.1, 3.1.4 et 3.1.5 de l'arrêté préfectoral du 3 avril 2018 susvisé
<b>Constats :</b> Les dispositions des articles 2.1.1, 2.3.1, 3.1.4 et 3.1.5 de l'arrêté de mise en demeure sont respectés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Limitation des émissions diffuses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/04/2018, article 3.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conception des installations pour prévention de la pollution atmosphérique
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations, de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique. (...)
<b>Constats :</b> Si les rejets canalisés sont redevenus conformes (cf. constat n°6), l'inspection des installations classées a constaté, lors de la visite de l'atelier de production, d'importants rejets diffus, en particulier lors de la fusion, comme en témoigne les photographies suivantes : <div data-bbox="228 698 746 1384"></div> <div data-bbox="828 698 1343 1384"></div> <p>L'exploitant évoque des conditions particulières (mauvaise qualité de l'acier, conditions de manipulation pas optimales de la part des opérateurs, générant des flammes, vent pénétrant dans les bâtiments), mais celles-ci ne peuvent être qualifiées d'exceptionnelles.</p> <p>Pour ces raisons, il est proposé de mettre l'exploitant en demeure de prendre les mesures nécessaires, d'un point de vue organisationnel, pour limiter les émissions diffuses. En parallèle, il est envisagé de demander à l'exploitant, par arrêté complémentaire, d'engager les études nécessaires pour aller plus loin dans cette limitation des émissions diffuses, à savoir capter les émissions diffuses à l'intérieur de son atelier, en séparant si besoin la captation de certains types d'effluents gazeux.</p> <p>Un rapport spécifique présentant un projet d'arrêté complémentaire sera transmis au préfet.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle : Surveillance environnementale**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 63
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance de l'air
<b>Prescription contrôlée :</b> Les exploitants des installations qui rejettent dans l'atmosphère plus de : <ul style="list-style-type: none"><li>- 10g/h Cadmium</li><li>- 50 g/h d'arsenic,</li><li>- 100 g/h de plomb</li><li>- 500 g/h d'antimoine assurent une surveillance de la qualité de l'air ou des retombées (pour les poussières).</li></ul>
<b>Constats :</b> L'arrêté préfectoral de l'exploitant mentionne des valeurs supplémentaires à l'AM suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- 11,5 g/h cadmium</li><li>- 115 g/h d'arsenic,</li><li>- 115 g/h de plomb</li><li>- 575 g/h d'antimoine</li></ul> <p>L'atteinte de ces niveaux de rejet nécessiterait, au regard de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, l'instauration d'une surveillance environnementale autour du site.</p> <p>Bien que ces niveaux ne soient en réalité pas atteints d'après les résultats des contrôles annuels et des données d'autosurveillance, les dépassements récurrents en poussières (dans un passé récent), les plaintes fréquentes des riverains et les émissions diffuses importantes relevées lors de la visite d'inspection, justifient de mettre en place la surveillance environnementale.</p> <p>Un rapport spécifique présentant un projet d'arrêté complémentaire sera transmis au préfet.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet